



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Haute-Corse"



FONDS DE SOLIDARITÉ



Données au 23/06/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 31 305 852 374 euros

Nombre d'aides : 9 742 010

Nombre d'entreprises : 2 025 189

Niveau Régional : Corse





Montant total: 351 090 280 euros

Nombre d'aides: 91 550

Nombre d'entreprises : 17 232

Niveau Départemental : Haute-Corse

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 165 765 756 euros

Nombre d'aides: 46 578

Nombre d'entreprises : 8 608



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT



Données au 11/06/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr

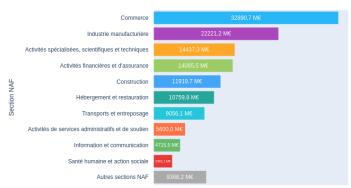


Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)

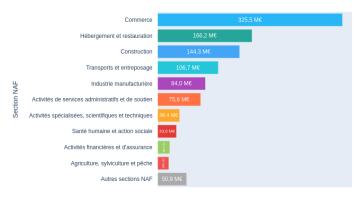


Montant total: 138 356 034 201 euros

Nombre de prêts : 680 615

Niveau Régional : Corse



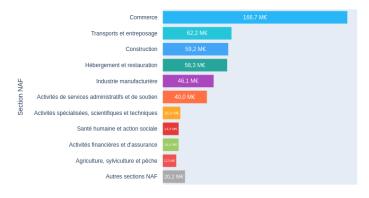


Montant total: 1 065 225 896 euros

Nombre de prêts : 6 734

Niveau Départemental : Haute-Corse

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 509 912 530 euros

Nombre de prêts : 3 091



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 17/06/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)

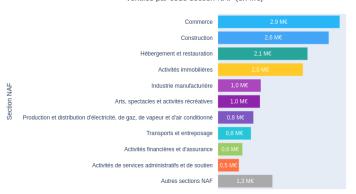


Montant total: 3 547 201 411 euros

Nombre de reports : 114 366

Niveau Régional : Corse

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 15 590 166 euros

Nombre de reports : 750

Niveau Départemental : Haute-Corse

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 7 951 643 euros

Nombre de reports : 568



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Corse





Montant total: 6 114 756 euros

Nombre d'aides: 8 186

Niveau Départemental : Haute-Corse

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 039 263 euros

Nombre d'aides: 4 187



ACTIVITÉ PARTIELLE



Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Corse

